



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 12 (1984)

DOI: 10.11588/fr.1984.0.51579

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

So beeindruckt die Gegenüberstellung von Konzilsnormen (bes. Vienne 1312) und registrierter Realität hinsichtlich des erforderlichen Eintrittsalters (18 Jahre) und Weihegrades (Subdiakonat). Auch die von der jeweiligen kirchlichen und politischen Großwetterlage abhängige geographische und soziale Herkunft der Kanoniker und die dafür ausschlaggebende Rolle des Bischofs von Laon, des Papstes und seiner Kardinäle sowie des Königs und seines Hofes sind einleuchtend analysiert (lediglich die Karten befriedigen nicht immer), ebenso die Zunahme und Differenzierung der Universitätsbildung im Laufe des 14. Jahrhunderts. Schon hier – aber auch an anderen Stellen – werden z. T. neue Aspekte der Schismazeit deutlich, zugleich aber auch die immer enger werdende Bindung zwischen königlichem Dienst und dem Domkapitel seit der Mitte des 14. Jahrhunderts. In anderer Hinsicht wichtig sind die Ausführungen über die Erfolglosigkeit päpstlicher Expektanzen und über die Bedeutung der Patrone für die kirchliche Karriere. Zwiespältiger hingegen ist schon der Eindruck bei der Lektüre des 3. Hauptteils. Abgesehen von dem – angesichts des heutigen Standes topographischer Forschung – primitiven Stadtplan (S. 248) überzeugen noch die Ausführungen über die ökonomischen Verhältnisse der Kanoniker. Hier überrascht vor allem der sinkende Anteil der fixen Einnahmen gegenüber dem Anstieg von Einnahmen aus liturgischen Tätigkeiten mit Folgen für die Residenz und die zunehmende Herkunft von Kanonikern aus Nordfrankreich; auch die Gremientätigkeit der Domherren sowie die Stellung des Kapitels im Schisma und im Bürgerkrieg ist gut geschildert.

Bedenkt man jedoch, daß – schon wegen der Einnahmen, aber auch wegen der äußerst geringen Beteiligung an der bischöflichen Regierung – die residierenden Kanoniker vor allem liturgische Dienste versahen, so enttäuschen die diesbezüglichen Ausführungen. Kraß gesagt: von Liturgie – aber auch von kirchlichem Weiherecht, Kirchenreform u. ä. – hat die Autorin bestenfalls rudimentäre Kenntnisse. Nicht viel besser steht es um ihr Wissen vom Kirchenrecht – schon die Edition von Friedberg scheint ihr unbekannt zu sein, ganz zu schweigen von der jeweils zeitgenössischen kanonistischen Literatur –, so daß die allgemeinen Passagen über Reservationen, Provisionen, Kumulierung etc. mehr als dürftig sind. Dasselbe läßt sich über ihre Kenntnisse vom Papsttum und der Kurie sagen: vor allem wenn Kanoniker als päpstliche Kapläne und Sänger oder als Kanzleiangehörige tätig gewesen waren, fehlt wichtige Literatur. Weil dies wohl an den fehlenden Deutschkenntnissen der Autorin liegt, verwundert es nicht, daß die seit vielen Jahrzehnten (seit Schulte und Santifaller) in Deutschland und Österreich betriebene Erforschung der Domkapitel nirgendwo berücksichtigt ist, selbst nicht bei den methodischen Überlegungen.

Demzufolge ist der Wert der Arbeit unterschiedlich: für Laon selbst und für die Stellung des Domkapitels während des Schismas ist das Buch äußerst wichtig und könnte teilweise als Modell für ähnliche Studien – nicht nur in Frankreich – dienen; gerade angesichts dieser Vorzüge enttäuschen die Ausführungen über allgemein kirchliche, immerhin für das Thema nicht unerhebliche Probleme aus dem Bereich von Recht, Liturgie und Reform um so mehr.

Bernhard SCHIMMELPFENNIG, Augsburg

Heinz THOMAS, *Deutsche Geschichte des Spätmittelalters 1250–1500*, Stuttgart, etc. (Kohlhammer) 1983, 544 p.

Le propos du professeur d'histoire médiévale de l'Université de Bonn est de montrer comment, après la liquidation de la dynastie Hohenstaufen, les structures médiévales de l'Empire romain-germanique deviennent peu à peu obsolètes au regard d'une réalité politique, sociale et culturelle, dominée par l'émergence d'Etats princiers de type pré-moderne et bouleversée par les interrogations que soulevèrent les mouvements de réformation antérieurs à la Réforme.

À ce Bas-Moyen Age l'auteur assigne pour origine la crise de l'Interrègne. Cela revient à

privilégier – à bon droit – l'idée que le grand siècle des mutations souabes est parachevé sans appel et que celles-ci (telle la Constitution de Mayence de 1235) vont être désormais soumises à révision. Sans conteste, le souvenir de Frédéric I^{er} Barberousse et surtout celui de Frédéric II, matérialisés par une quantité considérable de décisions constitutionnelles et jurisprudentielles, demeurent vivaces. L'esprit de créativité politique et sociale dont vont alors faire preuve certains dynastes allemands (tels les Zollern ou les Henneberg) y trouvera ses racines. Ainsi donc, aboutissements et références pour les Habsbourg, les Luxembourg et les Wittelsbach, la conception du pouvoir royal, électif mais aussi traditionnellement accaparé par une famille ethnique, celle de la dignité impériale, assise sur la féodalité allemande mais ayant aussi une dimension universelle (à l'échelle de l'Occident romain), celle, enfin, du Domaine, patrimonial mais composant avec les principautés territoriales laïques ou ecclésiastiques, sont-elles analysées ici au rythme de la carrière des onze souverains, qui, de Rodolphe de Habsbourg à Frédéric III se sont succédé sur le trône impérial.

La composition de l'ouvrage a – outre une grande clarté d'expression et un sens parfait de la synthèse – l'avantage de manifester toujours à propos les temps forts de l'histoire de la civilisation allemande durant deux siècles et demi.

En premier lieu, l'auteur présente (pp. 11–28) les grands problèmes qui dominent les années 1250–1273: inquiétude de la Ligue des Villes rhénanes – et plus généralement de la bourgeoisie des villes d'Empire – face à la réaction féodale; consolidation de l'ordre des Princes-Électeurs; difficile adaptation de l'Allemagne au nouveau système monétaire sud-européen, dès lors que sont distendus – voire rompus – les liens avec l'Italie; heurts de la Hanse naissante avec l'Ordre Teutonique; résistance opposée par les États slaves à l'*Ostkolonisation*. Passé le »temps sans Empereur«, les candidats ne manquent pourtant pas et H. Thomas démonte parfaitement le mécanisme de leurs promesses électorales, de leur choix, de leur aptitude (ou non) à adapter leur gouvernement à l'évolution économique et culturelle des XIV^e–XV^e siècles.

Puisque tout est dit ici avec netteté, en bons lieux et places, nous nous contenterons de présenter quelques exemples des attitudes de la société allemande face aux crises et aux poussées de croissance qui alternent, selon une périodicité spécifique et, notamment, exception faite des crises démographiques du XIV^e siècle, sans rapport avec la conjoncture que connaissent les États à l'ouest de la Meuse, du Rhin et du Rhône.

En reniant une partie substantielle des constitutions régaliennes des Hohenstaufen, Rodolphe, qui a plus en vue l'esprit (impérialiste) que la lettre (monocratique) de l'œuvre de ses prédécesseurs (paix territoriales, privilèges à la haute noblesse de service) paye très cher, de l'hypothèque de larges pans du Domaine, l'accession d'une Maison au pouvoir suprême (pp. 47–53). La crise financière devient particulièrement aiguë sous Henri VII, dans le contexte des inutiles descentes vers une Italie ouvertement autonomiste (p. 139): on saisit là la continuité – mais dans le rêve impérial seulement – avec Frédéric Barberousse. En réalité, toutes les manifestations d'une tendance à l'isolement du pouvoir royal se conjuguent sous Louis de Bavière, en particulier lorsque la papauté d'Avignon reprend en main, dans l'Allemagne du Nord-Ouest principalement, une fiscalité et un personnel clérical dont le contrôle échappait aux souverains pontifes (p. 164). Pourtant, le repli sur soi de la Bavière conforte cette impression de vitalité propre au monde du Moyen Danube, qui sera une constante de toute la période et qui révélera au grand jour sous Albert II et Frédéric III (seconde moitié du XV^e siècle).

Le règne de Charles IV est présenté de manière nuancée, comme il se doit. D'abord au plan des institutions, qui revêtent un caractère original de centralisation monarchique-féodale et à propos desquelles est esquissé un parallèle intéressant entre la France et l'Empire (p. 244). Il ne s'agit nullement d'une copie de celle-là par celui-ci, ce qui est, d'ailleurs, maintenant un fait admis par tous les historiens de l'auteur de la Bulle d'Or. Ensuite, au regard des crises, qui rendent les années 1346–1437 si dramatiques. Au cœur du désarroi des consciences qui affecte l'Allemagne, le tableau des pogromes est fort bien placé (p. 224). En effet, si l'Allemagne subit

de plein fouet, comme l'Occident tout entier, les crises du XIV^e siècle, celles-ci apparaissent amplifiées par le doute psychologique collectif, par le manque de confiance en soi, en la vertu de la prospérité, en la capacité de production ou de création, que dénoncera plus tard Luther. Or ce doute se nourrit de la confrontation des cultures (problème tchèque, par exemple) et de l'agglomérat de dominations qui caractérisent l'Allemagne: comment croire à l'unicité librement consentie, lorsque des dizaines d'États territoriaux imposent leur représentativité et reproduisent les structures de l'État central?

Luther n'apparaît guère ici qu'à trois reprises. Le principal souci de M. Heinz Thomas est, en effet, de ne pas accepter la vision d'un avènement mécanique des théories réformatrices. Si les solutions laborieusement élaborées par les Pères conciliaires, en vue de mettre un terme aux schismes politiques et confessionnels, se sont appuyées sur l'abandon de l'idée d'interdépendance des deux Pouvoirs – ou, pour parler positivement, sur la reconnaissance de la nécessité de leur coopération négociée: Concordat de Vienne, 1448 – c'est bien parce qu'elles représentent l'aboutissement de l'évolution d'une théorie politique proprement médiévale. La Nation Allemande, enfin reconnue, n'allait-elle pas disposer d'une puissance de rayonnement et d'une cohésion telles qu'elles semblaient devoir imposer tout tranquillement la Réforme dans et par l'Empire? Pour ébranler cet ordre nouveau, qui fut expérimenté durant un demi-siècle en tout et pour tout, il faudra non point la dénonciation de la prétendue débilité de l'Église nationale mais, premièrement, la révélation de son impuissance à réaliser le salut, et, surtout, deuxièmement, la critique de son inéluctable penchant à transformer le fidèle en contribuable (p. 457–458 et 521, en particulier).

À travers la structure étatique grandiose, appelée de leurs vœux et soutenue par les Fugger, c'est le fait qu'une construction politique noble entre toutes puisse être dévoyée par des préoccupations extérieures qui sera dénoncé. Car si l'Empereur doit implorer des Princes et des Villes la levée du Denier Commun, et engager le processus de son autosoumission préalable aux Diètes, c'est essentiellement en raison d'une politique étrangère exorbitante et des pressions de l'Église de Rome (guerres hussites, guerres contre les Turcs). Luther n'éprouvera aucune difficulté à reprendre à son compte ces »doléances de la Nation allemande«, qu'auront accumulées les réformateurs du Bas-Moyen Age (pp. 432, 482 et 517–518, avec, dans ces dernières, une bonne présentation du »Songe d'Hans von Hermanngrün«, publié avant la diète de Worms de 1495).

Excellente mise au point donc. Conçue pour un vaste public, elle est dépourvue de notes mais des bibliographies particulières renvoient aux meilleures études sur chaque règne. On regrettera l'absence de cartes mais les meilleurs auteurs semblent vouloir fuir désormais ce qu'ils considèrent (à moins que ce ne soient leurs éditeurs) comme une corvée.

Jean-Pierre CUVILLIER, Göttingen

Bernard CHEVALIER, *Les bonnes villes de France du XIV^e au XVI^e siècle*, Paris (Aubier Montaigne) 1982, 345 S. (Collection historique).

B. Chevalier gibt seiner Darstellung der bonnes villes (die Bezeichnung läßt sich in keine europ. Sprache exakt übersetzen, S. 7) im Untertitel einen nicht ganz üblichen Zeitrahmen. Nun kann man über Epochengrenzen und ihre Begründungen bekanntlich endlos streiten, auch im vorliegenden Fall wären Einzelheiten zu diskutieren, so z. B. die betonte Zäsur zwischen den mittelalterlichen Städten Frankreichs und den neuen bonnes villes ab dem 14. Jh. (S. 12 ff.). Insgesamt überzeugt aber Ch.'s Periodisierungsansatz über die herkömmliche Mittelaltergrenze hinaus, denn ihm gelingt der gut abgesicherte Nachweis dafür, daß die Entwicklung der französischen Städte erst im 17. Jh. den entscheidenden Bruch aufweist, während zwischen dem 15. und 16. Jh. engste Zusammenhänge bestehen.